



联合国  
粮食及  
农业组织

Food and Agriculture  
Organization of the  
United Nations

Organisation des Nations  
Unies pour l'alimentation  
et l'agriculture

Продовольственная и  
сельскохозяйственная организация  
Объединенных Наций

Organización de las  
Naciones Unidas para la  
Alimentación y la Agricultura

منظمة  
الغذية والزراعة  
للأمم المتحدة

## COMITÉ FINANCIER

**Cent quatre-vingt-sixième session**

**7-9 juin 2021**

**Rapport sur l'utilisation des mécanismes de préfinancement du PAM  
(1<sup>er</sup> janvier-31 décembre 2020)**

*Pour toute question relative au contenu du présent document, prière de s'adresser à:*

**M. Ally-Raza Qureshi**  
**Fonctionnaire responsable et Directeur adjoint de la**  
**Division de la planification et de la performance institutionnelles**  
**Programme alimentaire mondial**  
**Courriel: ally-raza.qureshi@wfp.org**

### RÉSUMÉ

- Le PAM est intégralement financé par des contributions volontaires, qu'il utilise pour porter assistance en temps voulu aux populations qui en ont besoin. Le moment où les fonds sont versés est déterminant pour permettre au PAM de fournir cette assistance aussi rapidement que possible aux personnes vulnérables, dont un grand nombre sont des femmes et des enfants. Parfois, les contributions destinées à certaines activités n'ont cependant pas encore été confirmées par les donateurs au moment où l'assistance doit être fournie. Dans de tels cas, les mécanismes de préfinancement du PAM permettent aux bureaux de pays d'agir sur-le-champ en recourant à des fonds internes, qu'ils sont tenus de rembourser dès réception des contributions.
- Le présent rapport décrit l'utilisation des mécanismes de préfinancement du PAM en 2020, qui lui permettent de débloquer des fonds pour les programmes au moyen de prêts internes en faveur des projets (y compris le dispositif de préfinancement global), d'allocations du Compte d'intervention immédiate, du préfinancement de services internes ainsi que de l'achat de produits alimentaires avant que les bureaux de pays n'en fassent la demande grâce au Mécanisme de gestion globale des vivres.
- Le présent rapport contient également une demande de relèvement du plafond du Mécanisme de gestion globale des vivres en vue de son approbation par le Conseil d'administration.

### INDICATIONS QUE LE COMITÉ FINANCIER EST INVITÉ À DONNER

- Le Comité financier est invité à examiner le document intitulé «Rapport sur l'utilisation des mécanismes de préfinancement du PAM (1<sup>er</sup> janvier-31 décembre 2020)» et à l'entériner en vue de son approbation par le Conseil d'administration du PAM.

### Projet d'avis

- **Conformément à l'article XIV du Statut du PAM, le Comité financier de la FAO conseille au Conseil d'administration du PAM d'approuver le projet de décision figurant dans le document intitulé «Rapport sur l'utilisation des mécanismes de préfinancement du PAM (1<sup>er</sup> janvier-31 décembre 2020)».**



World Food Programme  
Programme Alimentaire Mondial  
Programa Mundial de Alimentos  
برنامج الأغذية العالمي

Conseil d'administration  
Session annuelle  
Rome, 21-25 juin 2021

---

Distribution: générale	Point 6 de l'ordre du jour
Date: 10 mai 2021	WFP/EB.A/2021/6-B/1
Original: anglais	Ressources, questions financières et budgétaires
	Pour examen

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org/fr>).

---

## Rapport sur l'utilisation des mécanismes de préfinancement du PAM (1er janvier-31 décembre 2020)

### Projet de décision\*

Le Conseil prend note du document intitulé "Rapport sur l'utilisation des mécanismes de préfinancement du PAM (1<sup>er</sup> janvier-31 décembre 2020)" (WFP/EB.A/2021/6-B/1) et approuve le relèvement du plafond du Mécanisme de gestion globale des vivres de 560 millions de dollars É.-U. à 660 millions de dollars.

### Introduction

1. Le PAM est intégralement financé par des contributions volontaires, qu'il utilise pour porter assistance en temps voulu aux populations qui en ont besoin. Le moment où les fonds sont versés est déterminant pour permettre au PAM de fournir cette assistance aussi rapidement que possible aux personnes vulnérables, dont un grand nombre sont des femmes et des enfants. Parfois, les contributions destinées à certaines activités n'ont cependant pas encore été confirmées par les donateurs au moment où l'assistance doit être fournie. Dans de tels cas, les mécanismes de préfinancement du PAM permettent aux bureaux de pays d'agir sur-le-champ en recourant à des fonds internes, qu'ils sont tenus de rembourser dès réception des contributions.
2. Le présent rapport décrit l'utilisation des mécanismes de préfinancement du PAM en 2020, qui lui permettent de débloquent des fonds pour les programmes au moyen de prêts internes en faveur des projets (y compris le dispositif de préfinancement global), d'allocations du Compte d'intervention immédiate (CII), du préfinancement de services internes ainsi que de l'achat de produits alimentaires avant que les bureaux de pays n'en fassent la demande grâce au Mécanisme de gestion globale des vivres.

---

\* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

---

#### Coordonnateurs responsables:

M. A. Qureshi  
Directeur adjoint  
Division du budget et de la programmation  
tél.: 066513-2960

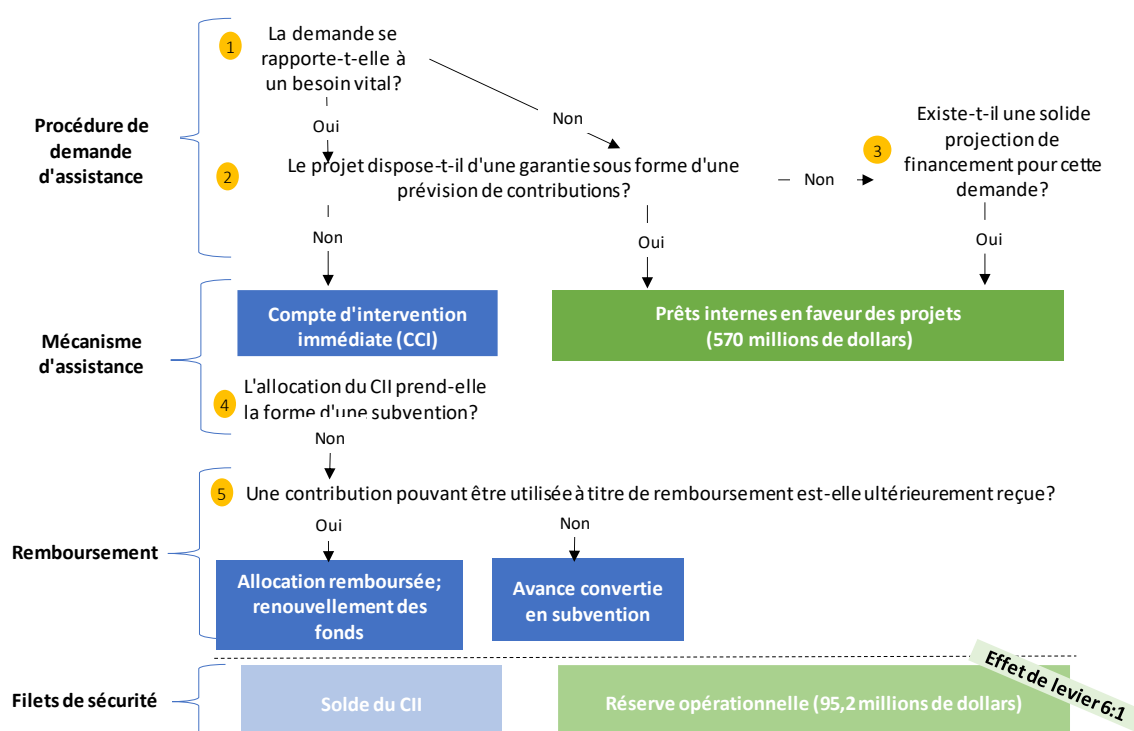
Mme P. Arayaprayoon  
Chef  
Sous-Division du financement stratégique  
tél.: 066513-3831

---

### Préfinancement moyennant le déblocage de fonds en faveur des programmes

3. En 2020, le PAM a continué de recourir à trois dispositifs pour avancer des fonds aux programmes ou les autoriser à engager des dépenses:
- Prêts internes en faveur des projets*<sup>1</sup>. Ce dispositif permet d'avancer des fonds à un programme avant qu'une contribution destinée à celui-ci ne soit confirmée, la contribution prévue étant utilisée à titre de garantie. Il est plafonné à 570 millions de dollars et, en cas de défaut de paiement de la contribution servant de garantie, la réserve opérationnelle d'un montant de 95,2 millions de dollars sert de filet de sécurité, avec un ratio de levier de 6:1.
  - Préfinancement global*. Lancé en 2016 à titre pilote, ce mécanisme est un sous-ensemble du dispositif de prêts internes en faveur des projets et la gestion en est assurée en respectant le plafond de 570 millions de dollars fixé pour les prêts internes. Le pouvoir d'engager des dépenses est accordé sur la base de solides projections du montant global des financements attendus et non d'une contribution prévue spécifique servant de garantie.
  - Compte d'intervention immédiate*. Le CII permet au PAM de fournir immédiatement une assistance dans des situations où des vies sont menacées en l'absence de contributions prévues. Comme en a décidé le Conseil d'administration, le niveau cible de cette réserve est de 200 millions de dollars<sup>2</sup> par exercice financier. Les fonds sont directement tirés de la réserve, qui peut être alimentée par des contributions de donateurs ou par le remboursement d'allocations du CII à des programmes (lorsqu'une contribution pouvant être utilisée pour le remboursement est confirmée en faveur du programme bénéficiaire).
4. La figure 1 illustre la procédure actuellement suivie pour décider du mécanisme de préfinancement à utiliser – prêts internes en faveur des projets ou CII.

**Figure 1: Procédure de recours aux prêts internes en faveur des projets ou au Compte d'intervention immédiate**



<sup>1</sup> Le dispositif de prêts internes en faveur des projets est l'unique composante du Mécanisme de financement anticipé du PAM.

<sup>2</sup> WFP/EB.2/2014/5-A/1, paragraphes 9 à 11.

### Recours aux prêts internes en faveur des projets en 2020

5. Les prêts internes permettent d'avancer des fonds pour un programme lorsque des contributions sont prévues et qu'aucune restriction n'empêche de s'en servir à titre de garantie d'une avance. Cette modalité de préfinancement a été mise en place en 2004; le tableau 1 indique le nombre d'avances effectuées depuis lors et leurs montants. En 2020, le montant total des avances s'est élevé à 1,436 milliard de dollars (voir l'annexe I), soit une diminution de 11 pour cent par rapport à 2019. Des avances au titre des prêts internes ont été accordées en faveur de 57 plans stratégiques de pays (PSP), les bureaux de pays ayant obtenu les fonds en moyenne 54 jours avant que les contributions ne soient confirmées.

<b>Année</b>	<b>Nombre d'avances</b>	<b>Montant total avancé (en millions de dollars)</b>	<b>Montant moyen des avances (en millions de dollars)</b>
2004	5	27,1	5,4
2005	10	154,5	15,5
2006	4	36,8	9,2
2007	21	157,3	7,5
2008	58	324,6	5,6
2009	35	227,1	6,5
2010	62	427,3	6,9
2011	64	439,1	6,9
2012	120	636,1	5,3
2013	132	675,2	5,1
2014	161	1 092,8	6,8
2015	157	777,5	5,0
2016	179	1 072,4	6,0
2017	176	1 277,7	7,3
2018	148	1 248,5	8,4
2019	268	1 616,4	6,0
2020	347	1 436,4	5,0
<b>Total</b>	<b>1 947</b>	<b>11 626,8</b>	<b>6,0</b>

6. En 2020, les montants les plus importants ont été avancés aux opérations du PAM en République arabe syrienne (188,4 millions de dollars), en Éthiopie (139,2 millions de dollars), au Soudan du Sud (132,8 millions de dollars), au Liban (79,4 millions de dollars) et à l'intervention d'urgence mondiale en riposte à la pandémie de COVID-19 (75,3 millions de dollars). Ces cinq opérations ont bénéficié à elles seules de 50 avances représentant 43,7 pour cent du montant total des avances accordées en 2020 au titre des prêts internes en faveur des projets.

### République arabe syrienne

Bien que de vastes zones du territoire syrien soient à nouveau sous contrôle du Gouvernement, l'amélioration de la sécurité alimentaire reste précaire en raison: de la persistance de l'insécurité civile et des déplacements de population dans le nord-ouest et le nord-est du pays; des conséquences de la crise dans le sud, le centre et l'ouest du pays; de la cherté des denrées alimentaires; de la dépréciation de la monnaie; des mesures coercitives prises unilatéralement; et des chocs subis par l'agriculture. La vie et le bien-être de millions de femmes, d'hommes et d'enfants de tous âges continuent d'en pâtir fortement, les deuxième et troisième vagues de déplacements étant motivées par les affrontements récents dans le nord-ouest du pays.

Le PSP provisoire prévoit une assistance alimentaire vitale pour les populations les plus vulnérables. Le PAM s'efforce de passer progressivement à des activités axées sur les moyens d'existence des hommes et des femmes et poursuivra ses activités complémentaires portant sur l'éducation et la nutrition.

Les prêts internes en faveur des projets ont joué un rôle crucial pour subvenir à des besoins humanitaires importants en République arabe syrienne, huit avances ayant été accordées entre mars et novembre 2020 (d'un montant de 24 millions de dollars chacune en moyenne, l'allocation la plus importante étant de 84 millions de dollars). Ces avances ont permis au PAM de fournir en temps voulu une assistance aux bénéficiaires et de limiter les ruptures d'approvisionnement. Sur le montant total de 188,4 millions de dollars avancé, 132 millions de dollars ont été remboursés grâce à une contribution de l'Allemagne utilisée à titre de garantie. Le Bureau du PAM en République arabe syrienne a ainsi pu démarrer l'assistance 41 jours en moyenne avant que les contributions ne soient confirmées.

### Éthiopie

La version révisée du plan des Nations Unies concernant l'action humanitaire et la résilience face aux catastrophes en Éthiopie prévoit que 1,9 million de femmes et d'enfants vont bénéficier d'un traitement contre la malnutrition aiguë modérée. L'Éthiopie a toujours maintenu l'ouverture de ses frontières pour ceux qui fuyaient les conflits dans la région et accueille actuellement environ 905 000 réfugiés en provenance d'Érythrée, du Kenya, de Somalie, du Soudan du Sud et du Soudan, qui résident essentiellement dans 26 camps situés dans tout le pays. Le PAM apporte chaque mois une assistance alimentaire et de type monétaire à environ 700 000 réfugiés qui n'ont accès ni à la terre ni à un travail productif.

En 2020, le PSP pour l'Éthiopie a bénéficié de 15 avances au titre des prêts internes en faveur des projets, d'un montant de 9,9 millions de dollars chacun en moyenne (l'avance la plus importante était de 29,7 millions de dollars), pour un montant total de 139,2 millions de dollars (133,7 millions de dollars avancés grâce aux contributions des États-Unis d'Amérique à titre de garantie). Ces avances ont permis de répondre aux besoins des populations vulnérables en situation d'insécurité alimentaire frappées par la sécheresse ou les inondations ou déplacées à cause du conflit et ayant besoin d'une assistance alimentaire en nature ou de type monétaire non assortie de conditions pour subvenir à leurs besoins alimentaires essentiels, notamment des personnes handicapées et d'autres personnes particulièrement vulnérables qui doivent bénéficier d'un accès équitable à l'assistance. Ces avances ont permis au Bureau du PAM en Éthiopie de venir en aide aux bénéficiaires 20 jours en moyenne avant que les contributions ne soient confirmées.

### Action menée à l'échelle mondiale en riposte à la COVID-19

Le PAM a établi un fonds d'affectation spéciale à vocation institutionnelle pour faire face à la COVID-19 afin de: créer huit zones internationales et régionales de regroupement permettant aux organismes humanitaires de recevoir et de stocker temporairement du matériel sanitaire et des articles de secours essentiels avant de les transporter par voie aérienne ou maritime vers leur destination finale; fournir des services de transport aérien grâce à cinq avions consacrés au transport de passagers pour déployer rapidement et en toute sécurité le personnel humanitaire; et soutenir la santé et le bien-être de tout le personnel humanitaire en prévoyant des avions spécialisés dûment équipés pour les évacuations sanitaires, prêts à intervenir depuis sept sites stratégiques de par le monde.

Les prêts internes en faveur des projets ont joué un rôle crucial pour mobiliser rapidement les ressources nécessaires pour faire face à la pandémie mondiale, en fournissant 75,3 millions de dollars entre avril et mai 2020, garantis par des contributions directes de l'Allemagne, du Canada, du Danemark, de la Norvège et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. Le recours aux prêts internes en faveur des projets dans le cadre de la riposte à la COVID-19 a permis de démarrer les opérations neuf jours avant la confirmation de la première contribution.

## Recours au préfinancement global en 2020

7. Le préfinancement global est un sous-ensemble du dispositif des prêts internes en faveur des projets, le montant des avances étant calculé à partir de l'ensemble des financements prévus et non d'une contribution spécifique. La prévision de financement est quant à elle établie à partir d'une évaluation détaillée des fonds que les donateurs ont vraisemblablement l'intention de mettre à disposition et d'un examen des tendances récentes des financements accordés aux bureaux de pays qui demandent l'avance. Le préfinancement global a pour objectif d'accroître la prévisibilité des ressources, et de rendre ainsi la prestation de l'assistance plus efficace et plus efficiente. Sur le montant total de 570 millions de

dollars disponible pour le dispositif des prêts internes en faveur des projets, le montant maximal qui peut être utilisé chaque année au titre du préfinancement global est de 200 millions de dollars<sup>3</sup>.

8. Le tableau 2 indique les bureaux de pays qui ont bénéficié d'avances au titre du préfinancement global en 2020 et la situation des remboursements en avril 2021, 96 pour cent des avances ayant déjà été remboursées à cette date.

<b>TABLEAU 2: PLAN FONDÉ SUR LES BESOINS ET PLAN D'EXÉCUTION PAR RAPPORT AU PRÉFINANCEMENT GLOBAL, 2020 (en millions de dollars)</b>				
<b>Pays bénéficiaire</b>	<b>Plan fondé sur les besoins</b>	<b>Plan d'exécution</b>	<b>Préfinancement global reçu</b>	<b>Préfinancement global remboursé</b>
Somalie	689,96	473,55	58,7	58,7
Yémen	2 527,24	1 504,79	25,0	25,0
Soudan du Sud	931,25	695,95	15,0	15,0
Zimbabwe	299,31	217,50	8,0	3,9
<b>Total</b>			<b>106,7</b>	<b>102,6</b>

9. La Somalie connaît de longue date des périodes de conflit et d'instabilité politique ainsi que des chocs environnementaux et économiques survenant brutalement ou au fil du temps, le résultat en étant que la faim et la malnutrition touchent tout le pays. Le préfinancement global a permis de répondre aux besoins alimentaires et nutritionnels immédiats en attendant la réception d'un courrier des États-Unis d'Amérique annonçant un apport de 75 millions de dollars.
10. Les montants affectés en faveur de la Somalie et du Yémen au titre du préfinancement global ont sauvé des vies et réellement fait la différence en permettant de répondre aux besoins alimentaires et nutritionnels immédiats des bénéficiaires. Comme les avantages du préfinancement global sont désormais largement admis, des efforts sont faits pour réduire l'affectation des contributions: celles-ci sont en effet parfois reçues pour des activités en particulier, ce qui fait qu'il est difficile pour les bureaux de pays de rembourser des avances qu'ils ont consacrées à d'autres activités. En 2020, les allocations du dispositif de préfinancement global ont représenté moins de 10 pour cent du montant global des prêts internes en faveur des projets en raison des problèmes posés par les conditions attachées aux contributions, qui empêchent parfois de s'en servir pour rembourser un montant versé à titre de préfinancement et par conséquent limitent l'accès à ce dispositif.
11. Pour améliorer la souplesse opérationnelle et les gains d'efficacité qui en résultent, le PAM mobilise les donateurs afin de trouver des solutions susceptibles de rendre les financements plus souples – par exemple la possibilité d'utiliser les contributions prévues pour garantir une avance financière – tout en respectant les contraintes administratives et juridiques des donateurs. Les discussions se poursuivront tout au long de 2021 en vue de trouver d'autres moyens d'accroître la souplesse d'utilisation des contributions.

#### **Recours au Compte d'intervention immédiate en 2020**

12. Le CII a été créé en décembre 1991 pour faire face sur-le-champ aux ruptures d'approvisionnement de l'assistance alimentaire vitale. L'obtention d'une allocation du CII n'est pas subordonnée à une prévision de contribution servant de garantie, et son remboursement est effectué avec les contributions remplissant les conditions requises confirmées en faveur de l'opération bénéficiaire. Si un bureau de pays ne peut rembourser une allocation du CII qui a déjà été dépensée (parce qu'aucune contribution permettant ce remboursement n'a été reçue), l'allocation peut être convertie en subvention, sous réserve de l'accord du Comité pour l'affectation stratégique des ressources.
13. En 2020, le CII a reçu un montant total de 102,2 millions de dollars (voir l'annexe II). Le montant total des fonds restitués pendant l'année s'est élevé à 82,5 millions de dollars, comme on le voit au tableau 3 ci-après.

<sup>3</sup> WFP/EB.2/2015/5-C/1.

<b>TABLEAU 3: MOUVEMENTS DU COMPTE D'INTERVENTION IMMÉDIATE, 2011-2020</b> (en millions de dollars)										
<b>Année</b>	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>2019</b>	<b>2020</b>
<b>Nouvelles contributions</b>	<b>38,1</b>	<b>56,2</b>	<b>52,1</b>	<b>53,1</b>	<b>107,3</b>	<b>47,6</b>	<b>61,9</b>	<b>96,7</b>	<b>45,7</b>	<b>102,2</b>
Contributions préaffectées	38,1	56,2	52,1	53,1	50,2	33,9	33,2	29,6	22,6	24,7
Contributions multilatérales	-	-	-	-	-	13,7	13,7	23,1	23,1	25,0
Fonds de péréquation des dépenses administratives et d'appui aux programmes	-	-	-	-	50,0	-	15,0	44,0	-	52,5
Autres	-	-	-	-	7,1	-	-	-	-	-
<b>Fonds affectés</b>	<b>161,9</b>	<b>126,1</b>	<b>165,3</b>	<b>182</b>	<b>164,2</b>	<b>215,2</b>	<b>154,2</b>	<b>144,2</b>	<b>161,0</b>	<b>188,6</b>
<b>Fonds restitués</b>	<b>104,4</b>	<b>82,4</b>	<b>88,6</b>	<b>132,6</b>	<b>95,3</b>	<b>125,2</b>	<b>114,5</b>	<b>68,3</b>	<b>150,0</b>	<b>82,5</b>

14. En 2020, un montant total de 188,6 millions de dollars a été alloué au titre du CII (voir l'annexe III) en faveur de 49 PSP. En vertu des pouvoirs délégués aux directeurs de pays, aux directeurs régionaux et au Directeur des services d'urgence, un montant de 33,5 millions de dollars a été affecté à des activités d'intervention immédiate, notamment aux interventions menées durant la saison des ouragans de 2020 dans les États côtiers de la Communauté des Caraïbes ainsi qu'à l'occasion des inondations sans précédent qu'a connues le Burkina Faso. Un montant de 4,5 millions de dollars a été affecté aux activités de préparation aux situations d'urgence, renforçant les moyens dont dispose le PAM pour faire face aux crises humanitaires en cours, notamment en Afrique australe et dans les Caraïbes.
15. En 2020, les avances les plus importantes du CII ont été accordées aux PSP pour le Yémen (32 millions de dollars), le Mozambique (14 millions de dollars), le Liban (13,5 millions de dollars) et le Burkina Faso (12,6 millions de dollars). D'autres montants importants ont été versés en faveur des PSP pour Madagascar (11 millions de dollars), le Soudan du Sud (10 millions de dollars), le Zimbabwe (10 millions de dollars) et l'État de Palestine (9,6 millions de dollars).



**Yémen**

La crise sans précédent qui sévit au Yémen est alimentée par des formes de vulnérabilité structurelles, le conflit, les problèmes économiques, les restrictions imposées en matière d'accès et les épidémies. Malgré l'aide humanitaire considérable fournie au pays, la sécurité alimentaire ne cesse de se dégrader. D'après les constatations du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire, 20,1 millions de personnes seraient exposées à l'insécurité alimentaire en l'absence d'une assistance alimentaire humanitaire, puisque 9,6 millions d'entre elles sont classées en phase 4 (urgence) de ce cadre et 238 000 en phase 5 (catastrophe).

Le PSP pour le Yémen a enregistré une baisse de l'engagement des donateurs au cours du premier semestre de 2020, qui s'est confirmée lors de la conférence d'annonces de contributions pour le Yémen tenue en juin 2020, à laquelle les montants annoncés ont été limités. Compte tenu de cette situation financière, le PAM s'est vu forcé de réduire l'assistance alimentaire à partir d'avril 2020 et jusqu'à la fin de l'année.

En permettant de maintenir une assistance réduite dans le nord et une assistance complète dans les zones tenues par le Gouvernement yéménite internationalement reconnu, les allocations du CII ont permis d'éviter les ruptures d'approvisionnement prévues pour les interventions nutritionnelles et d'acheter des vivres afin de constituer des stocks dans le pays en recourant au Mécanisme de gestion globale des vivres pour combler les déficits des distributions générales de vivres en août et en septembre 2020. Au total, les allocations du CII en faveur du Yémen se chiffraient à 32 millions de dollars pour 2020, les effets conjugués du préfinancement et du recours au Mécanisme de gestion globale des vivres ayant permis au Bureau du PAM au Yémen d'acheter les denrées alimentaires 12 jours après avoir reçu les fonds.

**Mozambique**

En raison de problèmes socioéconomiques considérables et d'une augmentation du nombre et de l'intensité des attaques perpétrées par des groupes armés non étatiques, la situation humanitaire dans la province de Cabo Delgado s'est constamment aggravée. Plus de 310 000 personnes ont été déplacées, dont bon nombre cherchent refuge dans les provinces voisines de Nampula et de Niassa.

Face à la dégradation de la sécurité alimentaire dans le pays, le PAM a intensifié ses opérations en faveur des personnes déplacées dans la province de Nampula et soutenu l'Institut national pour la gestion des catastrophes en fournissant une assistance humanitaire aux personnes déplacées dans la province de Niassa. En dépit de difficultés opérationnelles importantes, le PAM estime pouvoir venir en aide aux 310 000 personnes qui sont dans le besoin.

Une avance de 14 millions de dollars du CII a permis au PAM d'acheter diverses denrées pour fournir une assistance alimentaire vitale aux personnes déplacées dans le pays.

16. À la fin de 2020, le solde du CII s'établissait à 75,46 millions de dollars, contre 81,5 millions de dollars à la fin de 2019. L'encours des avances non encore remboursées était de 229,75 millions de dollars, et un montant de 4,5 millions de dollars avait été converti en subventions.

**Préfinancement de services internes**

17. Le Mécanisme de budgétisation des investissements verse des financements immédiats en faveur de projets d'investissement dont les avantages économiques et les gains d'efficacité sont quantifiables et peuvent être démontrés. En 2020, un montant de 27 millions de dollars a été avancé au titre de ce mécanisme; ainsi, les montants suivants ont été alloués: 4,1 millions de dollars en faveur du compte spécial pour les partenariats privés et la mobilisation de fonds auprès de particuliers, 5 millions de dollars en faveur de l'enregistrement biométrique et des activités de la plateforme du PAM de gestion numérique des données concernant les bénéficiaires et des transferts (SCOPE) au Soudan du Sud (sur le budget de 14,2 millions de dollars du projet approuvé), et 5 millions de dollars en faveur de l'Unité mondiale chargée du parc de véhicules pour améliorer le parc de poids lourds en Éthiopie.
18. Le prêt en faveur des partenariats privés et de la mobilisation de fonds sera remboursé à l'aide du montant mis en réserve durant cinq ans, de 2026 à 2030, sur les recettes du compte spécial pour la mobilisation de fonds auprès de particuliers; le remboursement du prêt accordé pour l'enregistrement biométrique et les activités liées à la plateforme SCOPE au Soudan du Sud devrait être effectué d'ici à la fin de 2021; et le prêt accordé à l'Unité mondiale chargée du parc de véhicules sera remboursé d'ici à 2024.

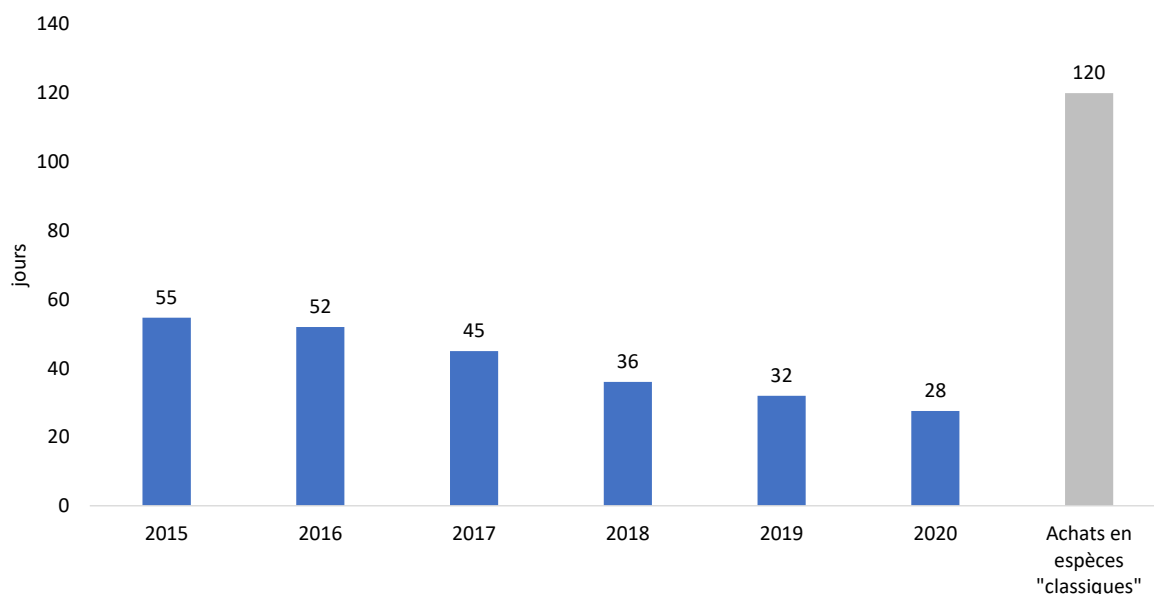
## **Préfinancement d'achats de vivres avant que les projets n'en fassent la demande**

19. Le Mécanisme de gestion globale des vivres est un outil stratégique de financement qui permet au PAM d'acheter des produits alimentaires avant que les contributions ne soient confirmées, afin d'en réduire les délais d'acheminement (en particulier en situation d'urgence) et de les acquérir au moment où les conditions des marchés sont les plus favorables, ce qui permet de réaliser des économies d'échelle et facilite les achats locaux et régionaux lorsque cela est possible.
20. Dans le cadre de l'exploitation du Mécanisme de gestion globale des vivres, le PAM gère des stocks alimentaires destinés à certaines filières d'approvisionnement (Afrique de l'Est, Afrique de l'Ouest, Afrique australe et Moyen-Orient) ainsi qu'un stock mondial d'aliments nutritifs accessible à tous les bureaux de pays. Ces stocks sont reconstitués avec les fonds internes sur la base de la demande globale ainsi que des ressources et des déficits prévus des pays utilisant les mêmes couloirs logistiques. Le Mécanisme de gestion globale des vivres permet d'envoyer des produits alimentaires à des opérations spécifiques dès réception des confirmations de contributions, des avances accordées au titre des prêts internes en faveur des projets ou du préfinancement global et des allocations du CII.
21. Le Mécanisme de gestion globale des vivres est administré à l'aide d'un compte spécial. Depuis sa création en 2008, le plafond approuvé de ce mécanisme est passé de 60 millions de dollars à 560 millions de dollars pour faire face à l'augmentation de la demande des bureaux de pays du PAM souhaitant livrer plus rapidement des vivres aux bénéficiaires.

### **Faits marquants concernant le Mécanisme de gestion globale des vivres en 2020**

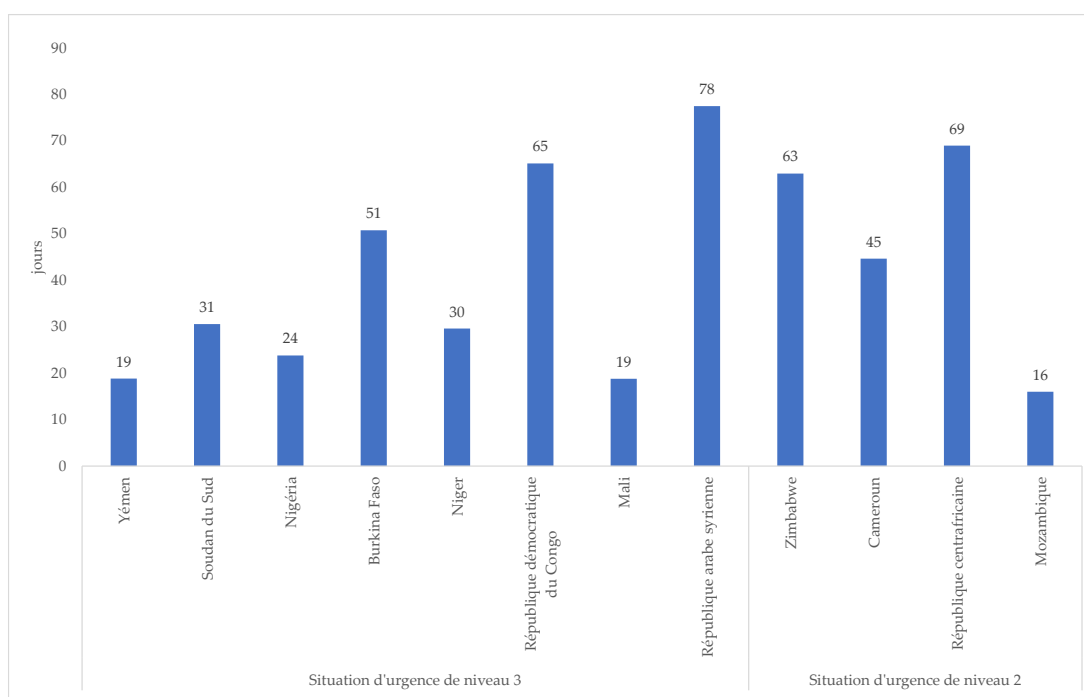
22. En 2020, le Mécanisme de gestion globale des vivres a continué de jouer un rôle essentiel pour aider le PAM à venir en aide à ses bénéficiaires de manière plus efficace et plus efficiente, en assurant un approvisionnement alimentaire régulier qui permet de raccourcir les délais d'acheminement et de mieux utiliser les ressources. Il a été particulièrement utile compte tenu des incertitudes dues à la pandémie mondiale de COVID-19.
23. En 2020, 1,8 million de tonnes de produits alimentaires, d'une valeur totale de 827 millions de dollars (voir l'annexe IV) ont été livrées dans 49 pays au titre de ce mécanisme, soit 41 pour cent du volume total de vivres pris en charge par le PAM au cours de l'année.
24. Les bureaux de pays ayant effectué des achats par l'intermédiaire du Mécanisme de gestion globale des vivres pour les activités menées dans le cadre des PSP ont reçu les produits alimentaires dans un délai moyen de 28 jours, soit une réduction de 77 pour cent par rapport aux 120 jours nécessaires en moyenne avec la procédure d'achat "classique". La consolidation du processus interne et le renforcement de la collaboration entre les diverses fonctions ont permis ces dernières années de raccourcir le délai moyen de livraison des achats effectués via le Mécanisme de gestion globale des vivres, comme on le voit à la figure 2.

**Figure 2: délai moyen de livraison des achats effectués via le Mécanisme de gestion globale des vivres, 2015-2020**



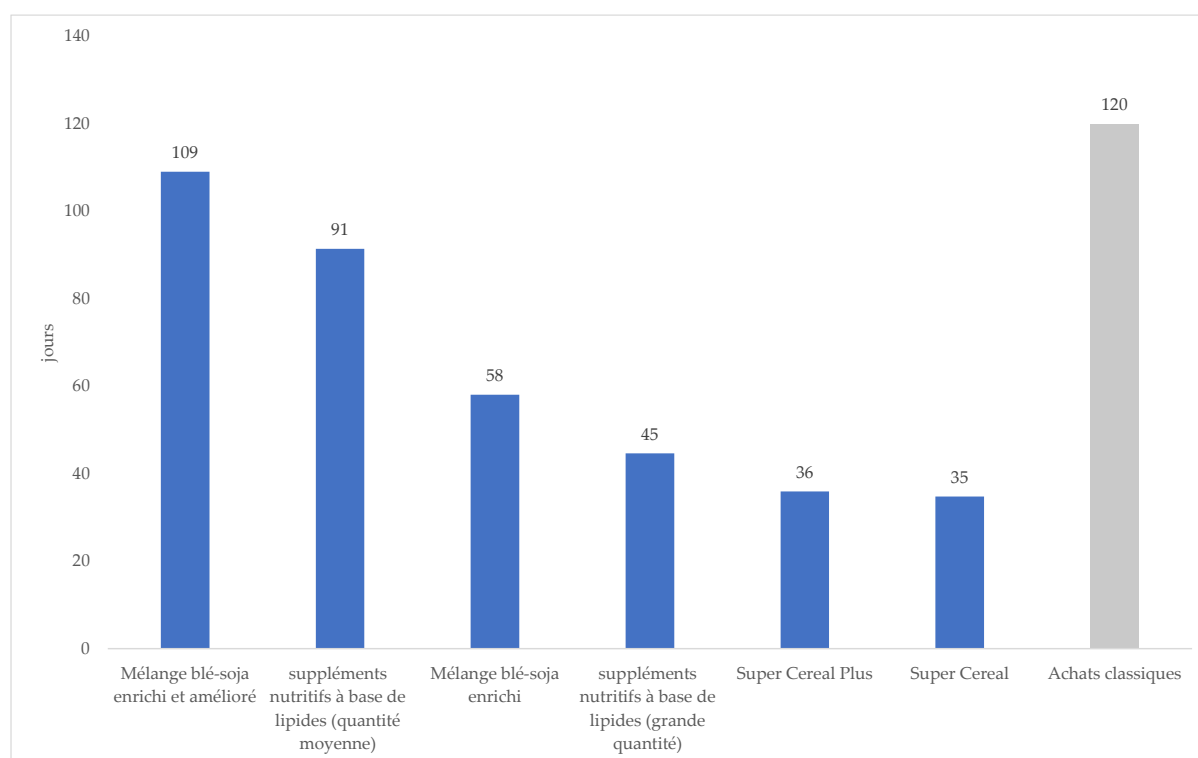
25. En 2020, le PAM a dû faire face à un nombre sans précédent de situations d'urgence simultanées, y compris la pandémie mondiale, dans le cadre desquelles le raccourcissement des délais d'acheminement rendu possible par le recours au Mécanisme de gestion globale des vivres a été particulièrement appréciable. Une quantité totale de 900 000 tonnes de denrées alimentaires a été livrée aux pays confrontés à des situations d'urgence de niveau 3 ou de niveau 2 dans un délai moyen d'un mois environ; sept des huit pays frappés par des situations d'urgence de niveau 3 ont régulièrement été approvisionnés via le Mécanisme de gestion globale des vivres et un appui ponctuel a été fourni à la République arabe syrienne, qui ne bénéficie normalement pas de ce dispositif. La figure 3 montre que des résultats remarquables ont été obtenus au Mali, au Niger et au Yémen grâce à une bonne planification et à une coordination efficace entre les diverses fonctions, et le prépositionnement annuel au Soudan du Sud a permis de réduire de 74 pour cent les délais d'acheminement et de réaliser des économies considérables sur les coûts globaux de la chaîne d'approvisionnement.

**Figure 3: délai moyen de livraison des achats effectués via le Mécanisme de gestion globale des vivres en situations d'urgence, 2020**



26. Pour faire face à la pandémie de COVID-19 et à ses répercussions imprévues sur la chaîne d'approvisionnement du PAM, le Mécanisme de gestion globale des vivres a été utilisé pour sensiblement accroître les stocks institutionnels prépositionnés sur des sites stratégiques afin d'atténuer les conséquences du risque de fermeture des frontières et d'autres perturbations de la chaîne d'approvisionnement. En août 2020, ces stocks étaient à leur plus haut niveau depuis la création du dispositif, soit 935 300 tonnes (ou 437 millions de dollars de produits alimentaires), une quantité suffisante pour répondre à six mois des besoins non couverts dans les pays en faveur desquels il était prévu d'effectuer des achats par l'intermédiaire du mécanisme. Il a ainsi été possible de livrer rapidement les denrées aux bénéficiaires dès que les bureaux de pays ont reçu les fonds.
27. Le Mécanisme de gestion globale des vivres est particulièrement précieux pour la livraison d'aliments nutritifs spécialisés. Pour ces produits, toute réduction d'un jour du délai d'approvisionnement a son importance parce qu'il s'agit de subvenir à des besoins immédiats des bénéficiaires. Une partie des fonds du Mécanisme de gestion globale des vivres, plafonné à 560 millions de dollars, sert à constituer un stock mondial d'aliments nutritifs pour que tous les bureaux de pays du PAM, y compris ceux qui ne bénéficient pas directement de ce dispositif à l'heure actuelle, puissent profiter des délais d'acheminement réduits. En 2020, le Mécanisme de gestion globale des vivres a fourni 84 pour cent de la quantité totale d'aliments nutritifs spécialisés achetés par les bureaux de pays avec des contributions monétaires. Quarante-trois bureaux de pays ont acheté des aliments nutritifs spécialisés en faisant appel aux stocks de ce mécanisme, et ont reçu les produits dans un délai moyen de 46 jours (voir la répartition par produit à la figure 4), soit une réduction de 62 pour cent par rapport au délai de la procédure d'achat normale.

**Figure 4: délai moyen de livraison des aliments nutritifs spécialisés achetés via le Mécanisme de gestion globale des vivres, 2020**



28. Le Mécanisme de gestion globale des vivres sert de plus en plus souvent à financer des achats locaux et régionaux: en 2020, 957 000 tonnes de denrées alimentaires (d'une valeur de 436,5 millions de dollars) ont été achetées sur des marchés locaux et régionaux, ce qui représente 47 pour cent de la valeur totale des aliments achetés au cours de l'année en recourant à ce dispositif (voir l'annexe IV). Les quantités les plus importantes de céréales et de légumes secs provenaient d'Afrique du Sud, du Soudan et de Turquie, et les achats locaux et régionaux d'aliments composés et de mélanges ont nettement augmenté par rapport à 2019, atteignant 36 pour cent des achats effectués par ce biais. Le Mécanisme de gestion globale des vivres joue un rôle essentiel en permettant d'acheter plus d'aliments nutritifs spécialisés localement en Afrique (en Afrique du Sud, au Burkina Faso, en Éthiopie, au Ghana, au Kenya, à Madagascar, au Malawi, au Niger, au Rwanda, au Soudan et en Zambie); le PAM a ainsi considérablement

élargi la gamme limitée de sources d'approvisionnement de ce type d'aliments et encore réduit les délais d'acheminement du fait de la proximité des pays destinataires.

29. Une part des produits alimentaires que le PAM s'est procurés sur les marchés locaux et régionaux a été achetée à de petits producteurs. Sur le montant total de 560 millions de dollars du mécanisme, 20 millions de dollars sont réservés aux achats aux petits producteurs, une contribution à l'objectif du PAM qui entend se procurer auprès de petits exploitants agricoles 10 pour cent des produits dont il a besoin, en les réglant en espèces.
30. Le Mécanisme de gestion globale des vivres, outre qu'il permet de réduire les délais d'acheminement des produits destinés aux opérations du PAM, a également servi à acheter des denrées alimentaires (366 000 tonnes au total) pour des activités de prestation de services au Soudan, qui ont permis d'effectuer des importations vitales de blé dans le pays et de maintenir l'approvisionnement régulier de la population locale en pain et, en Éthiopie, d'aider le Gouvernement à acheter des produits alimentaires et à les livrer aux communautés dans le besoin.

### **Demande de relèvement du plafond du Mécanisme de gestion globale des vivres**

31. En juin 2019, le Conseil a approuvé un relèvement du plafond du Mécanisme de gestion globale des vivres de 500 millions de dollars à 560 millions de dollars afin que le PAM dispose de fonds suffisants pour renforcer son assistance alimentaire au cas où de nouvelles crises humanitaires se produiraient.
32. L'environnement opérationnel a considérablement évolué en 2020: la pandémie mondiale de COVID-19 a eu des répercussions sur les opérations dans le monde entier, fragilisant les conditions d'approvisionnement. En outre, le nombre sans précédent de situations d'urgence simultanées de niveau 3, l'imprévisibilité des marchés, le passage aux achats locaux et régionaux et l'utilisation accrue des produits alimentaires pour appuyer la fourniture de services<sup>4</sup> sont autant de facteurs qui ont accru le recours au Mécanisme de gestion globale des vivres et obligé à faire appel aux fonds d'urgence au début de 2021.
33. Dans cet environnement de plus en plus complexe dans lequel opère le PAM, le Mécanisme de gestion globale des vivres est essentiel pour faire face à l'évolution des situations d'urgence. Le dispositif a besoin de moyens adéquats pour renforcer rapidement ses filières d'approvisionnement à l'endroit et au moment où cela est nécessaire. Par exemple, pour atténuer les risques liés aux fluctuations de l'approvisionnement en période de pandémie mondiale (dus à la fermeture des frontières et aux variations de la capacité des fournisseurs, des moyens logistiques ou des disponibilités), le Mécanisme de gestion globale des vivres a augmenté le niveau des stocks institutionnels. En 2020, les stocks du PAM étaient en moyenne de 776 000 tonnes (soit une valeur de 380,6 millions de dollars), ce qui représente 10 pour cent de plus qu'en 2019 (stock moyen de 703 000 tonnes, d'une valeur de 322 millions de dollars). Cela a permis d'assurer un approvisionnement régulier des bénéficiaires dans des délais réduits.
34. En Afrique de l'Est, le recours aux stocks du Mécanisme de gestion globale des vivres devrait augmenter en raison de la situation d'urgence dans le Tigré et de l'utilisation accrue des denrées alimentaires à l'appui des activités de prestation de services. En Afrique de l'Ouest, le passage d'achats internationaux à des achats locaux et régionaux a entraîné des délais d'approvisionnement plus longs qui ont obligé le Mécanisme de gestion globale des vivres à constituer des stocks plus importants pour pouvoir livrer plus rapidement les produits aux bureaux de pays. La nécessité d'augmenter les quantités destinées à la filière d'approvisionnement de l'Afrique australe tient au fait qu'il n'y a qu'une seule récolte dans l'année et que le bureau régional a mis en œuvre sa stratégie d'achats anticipés afin d'acquérir les produits au moment propice. La filière d'approvisionnement du Moyen-Orient fournit des denrées pour faire face aux besoins de la crise sans précédent que traverse le Yémen, et le stock mondial d'aliments nutritifs spécialisés et de biscuits à haute teneur énergétique dessert les bureaux de pays du monde entier et permet au PAM de répondre à la demande mondiale accrue de ces produits. En 2020, ce dispositif a été renforcé en appliquant une stratégie mondiale à long terme et a fourni 57 pour cent de tous les produits alimentaires achetés par le PAM avec des contributions monétaires, contre 49 pour cent en 2019. En Asie également, la demande augmente en raison des situations d'urgence au Myanmar et au Bangladesh ainsi que des répercussions socioéconomiques de la COVID-19. Il est prévu d'activer la filière

---

<sup>4</sup> Dans le cadre de sa contribution à la réalisation de l'objectif de développement durable 17, en consultant les parties prenantes concernées et en collaborant étroitement avec elles, et en réponse à une demande du gouvernement ou de partenaires, le PAM peut, compte tenu de ses atouts et de ses capacités, assurer la prestation de certains services. On estime que 1,9 million de tonnes de produits alimentaires seront nécessaires pour les activités de prestation de services du PAM en 2021.

d'approvisionnement de l'Asie du Mécanisme de gestion globale des vivres afin d'assurer un approvisionnement régulier des bénéficiaires de la région dans des délais réduits.

35. Afin de constituer une réserve pour faire face à l'évolution des situations d'urgence, le Secrétariat propose au Conseil de relever le plafond du Mécanisme de gestion globale des vivres de 100 millions de dollars, pour le faire passer à 660 millions de dollars, dont:
- un montant de 540 millions de dollars (produits alimentaires et coûts associés) servirait à garantir la régularité de l'approvisionnement alimentaire dans des délais plus courts des zones desservies par le mécanisme et à préserver le principe de renouvellement de ses fonds – ce montant est actuellement de 506 millions de dollars;
  - un montant de 20 millions de dollars (produits alimentaires et coûts associés) servirait à appuyer des activités d'achat aux petits producteurs agricoles au moyen d'un poste budgétaire spécifique du compte spécial du Mécanisme de gestion globale des vivres, afin d'en simplifier le suivi et de permettre d'engager des fonds sur des périodes plus longues sans incidence sur le raccourcissement des délais – ce montant est actuellement de 20 millions de dollars; et
  - un montant de 100 millions de dollars (produits alimentaires et coûts associés) serait sans affectation spécifique et pourrait être attribué à l'une des filières d'approvisionnement si nécessaire en fonction de l'évolution des situations d'urgence – ce montant est actuellement de 34 millions de dollars.

### Gestion des risques

36. Dans un document de 2014 sur la restructuration de son Mécanisme de financement anticipé<sup>5</sup>, le PAM reconnaissait que les pertes de produits alimentaires stockés par l'intermédiaire du Mécanisme de gestion globale des vivres imputables à des risques opérationnels ne représentaient qu'une faible proportion des achats de vivres effectués en recourant à ce mécanisme et qu'aucune perte n'était due au fait que le niveau de la demande prévue ait été supérieur à celui du montant effectif des fonds reçus pour les opérations. Ce document décrivait également le régime d'auto-assurance mis en place par le PAM pour se couvrir en cas de pertes de vivres subies en amont du point d'entrée dans un pays, que celles-ci soient dues à des marchandises endommagées, perdues ou volées. Le régime d'auto-assurance du PAM a depuis lors été étendu et couvre la plupart des pertes encourues dans les pays.
37. En 2020, sur le montant de 936 millions de dollars de produits alimentaires achetés en recourant au Mécanisme de gestion globale des vivres, les pertes se chiffraient à 0,52 million de dollars (ces deux montants comprennent les coûts des produits alimentaires et du transport vers les pays de destination). Ce chiffre représente moins de 0,1 pour cent de la valeur totale des achats de vivres effectués en passant par ce dispositif. Il convient de préciser que ces pertes ont été intégralement remboursées par le régime d'auto-assurance.
38. La réserve actuelle du Mécanisme de gestion globale des vivres est de 6 millions de dollars, un montant jugé suffisant pour assurer la protection du dispositif si le plafond en était porté à 660 millions de dollars.

---

<sup>5</sup> "Examen du cadre de financement: restructuration du Mécanisme de financement anticipé" (WFP/EB.A/2014/6-D/1).

## ANNEXE I

## Avances au titre des prêts internes en faveur des projets en 2020

Pays	Catégorie d'activités	Garant	Avances au titre des prêts internes en faveur des projets en 2020 (en millions de dollars)
<b>Afghanistan</b>	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Allemagne	0,9
		Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	14,7
		États-Unis d'Amérique	24,9
	Création d'actifs et appui aux moyens d'existence	États-Unis d'Amérique	2,3
	Prévention de la malnutrition	États-Unis d'Amérique	3,8
	Prestation de services et plateformes	Allemagne	0,5
<b>Algérie</b>	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Commission européenne	4,4
<b>Arménie</b>	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Commission européenne	1,1
<b>Burkina Faso</b>	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Canada	1,7
		Allemagne	3,8
		Royaume-Uni	1,2
		États-Unis d'Amérique	7,2
	Repas scolaires	Allemagne	1,3
	Traitement nutritionnel	Allemagne	1,8
	Création d'actifs et appui aux moyens d'existence	Allemagne	5,9
<b>Burundi</b>	Préparation aux situations d'urgence	Allemagne	0,2
	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Allemagne	1,7
		États-Unis d'Amérique	0,5
	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	États-Unis d'Amérique	1,3
	Repas scolaires	Burundi	1,8
<b>Cameroun</b>	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Canada	0,5
		Commission européenne	2,6
		Allemagne	3,2
<b>République centrafricaine</b>	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Australie	0,2
		Allemagne	1,9
		Royaume-Uni	0,3
		États-Unis d'Amérique	2,5
	Renforcement des capacités institutionnelles	Allemagne	0,1
	Repas scolaires	Allemagne	1,5
	Création d'actifs et appui aux moyens d'existence	Allemagne	1,7
	Prestation de services et plateformes	Allemagne	0,1
	Renforcement des capacités institutionnelles	Allemagne	0,2
<b>Tchad</b>	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Tchad	15,9

<b>Pays</b>	<b>Catégorie d'activités</b>	<b>Garant</b>	<b>Avances au titre des prêts internes en faveur des projets en 2020 (en millions de dollars)</b>
		Allemagne	1,0
		Japon	2,4
		Royaume-Uni	1,4
		États-Unis d'Amérique	6,5
	Repas scolaires	Allemagne	1,6
	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Commission européenne	5,9
		Japon	0,9
		États-Unis d'Amérique	4,7
	Prévention de la malnutrition	Allemagne	1,6
	Adaptation au changement climatique et gestion des risques	Allemagne	4,8
	Renforcement des capacités institutionnelles	Japon	0,1
<b>Colombie</b>	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Allemagne	2,4
		États-Unis d'Amérique	14,8
<b>Congo</b>	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Australie	0,5
		États-Unis d'Amérique	2,3
<b>Cuba</b>	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Allemagne	0,1
<b>République démocratique du Congo</b>	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Allemagne	8,4
		États-Unis d'Amérique	10,0
	Prévention de la malnutrition	États-Unis d'Amérique	1,4
<b>Djibouti</b>	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	États-Unis d'Amérique	0,6
	Renforcement des capacités institutionnelles	Allemagne	0,1
<b>Équateur</b>	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Commission européenne	0,8
		Allemagne	3,2
		États-Unis d'Amérique	13,6
<b>Égypte</b>	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Allemagne	4,6
		États-Unis d'Amérique	11,0
	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Belgique	1,0
		Royaume-Uni	0,8
<b>El Salvador</b>	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Allemagne	1,0
		États-Unis d'Amérique	1,4
<b>Eswatini</b>	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Allemagne	1,0
		Japon	1,3
	Repas scolaires	Allemagne	0,1
<b>Éthiopie</b>	Traitement nutritionnel	États-Unis d'Amérique	27,8
	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	États-Unis d'Amérique	39,9
	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	États-Unis d'Amérique	24,2



<b>Pays</b>	<b>Catégorie d'activités</b>	<b>Garant</b>	<b>Avances au titre des prêts internes en faveur des projets en 2020 (en millions de dollars)</b>
	Renforcement des capacités institutionnelles	États-Unis d'Amérique	2,4
	Traitement nutritionnel	Belgique	0,4
		Royaume-Uni	0,6
		États-Unis d'Amérique	4,9
	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Canada	1,9
		Allemagne	0,5
		États-Unis d'Amérique	13,3
	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Allemagne	2,1
		États-Unis d'Amérique	21,2
<b>Gambie</b>	Appui aux marchés agricoles au profit des petits exploitants	Allemagne	0,2
<b>Ghana</b>	Renforcement des capacités institutionnelles	Allemagne	0,5
<b>Guatemala</b>	Prévention de la malnutrition	Allemagne	0,2
	Appui aux marchés agricoles au profit des petits exploitants	Allemagne	0,1
	Renforcement des capacités institutionnelles	Allemagne	0,2
<b>Guinée</b>	Repas scolaires	Japon	0,3
	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Commission européenne	4,5
	Prévention de la malnutrition	Allemagne	0,4
		Japon	0,3
	Appui aux marchés agricoles au profit des petits exploitants	Allemagne	0,4
<b>Guinée-Bissau</b>	Repas scolaires	Allemagne	0,2
	Prévention de la malnutrition	Allemagne	0,2
<b>Honduras</b>	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Allemagne	1,8
<b>République islamique d'Iran</b>	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Allemagne	0,5
		Japon	3,9
<b>Iraq</b>	Création d'actifs et appui aux moyens d'existence	Allemagne	10,9
<b>Jordanie</b>	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Allemagne	48,0
		États-Unis d'Amérique	15,0
	Renforcement des capacités institutionnelles	Allemagne	0,9
	Création d'actifs et appui aux moyens d'existence	Allemagne	1,2
<b>Kenya</b>	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Commission européenne	4,8
		Allemagne	1,1
		États-Unis d'Amérique	18,3
		Organisation des Nations Unies	2,4
	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	États-Unis d'Amérique	5,8
	Appui aux marchés agricoles au profit des petits exploitants	Organisation des Nations Unies	0,8
<b>Liban</b>	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Allemagne	27,9
		Royaume-Uni	16,4

Pays	Catégorie d'activités	Garant	Avances au titre des prêts internes en faveur des projets en 2020 (en millions de dollars)
		États-Unis d'Amérique	19,3
	Création d'actifs et appui aux moyens d'existence	Allemagne	7,6
	Renforcement des capacités individuelles	Allemagne	5,8
	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Allemagne	2,4
<b>Lesotho</b>	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Commission européenne	1,0
<b>Libéria</b>	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Libéria	20,6
	Renforcement des capacités institutionnelles	Allemagne	0,1
<b>Libye</b>	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Japon	0,5
	Prestation de services et plateformes	Commission européenne	0,5
<b>Madagascar</b>	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Allemagne	0,9
	Repas scolaires	Allemagne	1,0
	Repas scolaires	Commission européenne	6,1
	Création d'actifs et appui aux moyens d'existence	Allemagne	3,8
		Irlande	2,9
		États-Unis d'Amérique	1,1
	Renforcement des capacités institutionnelles	États-Unis d'Amérique	0,3
<b>Mali</b>	Traitement nutritionnel	Allemagne	0,1
	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Australie	0,9
		Allemagne	1,0
		Mali	9,0
	Repas scolaires	Allemagne	0,6
	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Allemagne	7,0
	Prévention de la malnutrition	Allemagne	2,3
	Création d'actifs et appui aux moyens d'existence	Allemagne	5,3
	Renforcement des capacités institutionnelles	Allemagne	0,4
<b>Mauritanie</b>	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Canada	0,5
		Allemagne	0,8
		États-Unis d'Amérique	1,0
	Repas scolaires	Allemagne	1,3
	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Allemagne	7,4
	Traitement nutritionnel	Allemagne	0,7
	Création d'actifs et appui aux moyens d'existence	Allemagne	2,2
<b>Mozambique</b>	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Canada	1,6
		Allemagne	1,2
		États-Unis d'Amérique	10,3
		Organisation des Nations Unies	1,2
	Prestation de services et plateformes	Organisation des Nations Unies	0,6

Pays	Catégorie d'activités	Garant	Avances au titre des prêts internes en faveur des projets en 2020 (en millions de dollars)
<b>Myanmar</b>	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Allemagne	1,0
		États-Unis d'Amérique	13,8
	Traitement nutritionnel	États-Unis d'Amérique	0,5
<b>Népal</b>	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Royaume-Uni	1,2
	Adaptation au changement climatique et gestion des risques	Royaume-Uni	0,9
<b>Nicaragua</b>	Repas scolaires	Allemagne	1,5
		Luxembourg	0,9
		Fédération de Russie	0,9
	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Allemagne	1,0
	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Australie	0,9
		Commission européenne	1,9
		Allemagne	4,0
	Repas scolaires	Allemagne	4,7
	Traitement nutritionnel	Commission européenne	5,4
		Allemagne	4,7
	Création d'actifs et appui aux moyens d'existence	Allemagne	25,9
	Renforcement des capacités institutionnelles	Allemagne	4,0
<b>Nigéria</b>	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Allemagne	3,2
		États-Unis d'Amérique	30,5
	Création d'actifs et appui aux moyens d'existence	Canada	1,4
		Allemagne	4,5
	Prestation de services et plateformes	Canada	0,3
		Commission européenne	1,0
	Prestation de services et plateformes	Canada	0,3
		Commission européenne	0,2
	Prestation de services et plateformes	Canada	0,6
	Commission européenne	0,6	
<b>Pakistan</b>	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Australie	0,9
		Organisation des Nations Unies	1,4
<b>Rwanda</b>	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	États-Unis d'Amérique	3,2
	Renforcement des capacités institutionnelles	République de Corée	1,0
<b>Somalie</b>	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Commission européenne	3,9
		Allemagne	10,0
		États-Unis d'Amérique	22,8
	Création d'actifs et appui aux moyens d'existence	États-Unis d'Amérique	2,8
	Traitement nutritionnel	Allemagne	2,9

Pays	Catégorie d'activités	Garant	Avances au titre des prêts internes en faveur des projets en 2020 (en millions de dollars)
		États-Unis d'Amérique	3,1
	Prestation de services et plateformes	Allemagne	1,5
<b>Soudan du Sud</b>	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Commission européenne	3,3
		Allemagne	2,6
		États-Unis d'Amérique	60,4
		Organisation des Nations Unies	9,4
	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Allemagne	0,8
		États-Unis d'Amérique	22,3
	Traitement nutritionnel	États-Unis d'Amérique	24,4
		Organisation des Nations Unies	4,7
	Création d'actifs et appui aux moyens d'existence	Allemagne	4,2
	Prestation de services et plateformes	Allemagne	0,8
<b>État de Palestine</b>	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Allemagne	4,2
		Fédération de Russie	1,4
		Royaume-Uni	1,8
<b>Soudan</b>	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Commission européenne	5,4
		Allemagne	1,5
		États-Unis d'Amérique	16,2
	Prévention de la malnutrition	Allemagne	3,9
	Repas scolaires	Allemagne	2,5
	Renforcement des capacités institutionnelles	Allemagne	1,6
<b>République arabe syrienne</b>	Repas scolaires	Allemagne	8,4
	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Allemagne	117,3
		États-Unis d'Amérique	56,3
	Création d'actifs et appui aux moyens d'existence	Allemagne	0,5
	Prévention de la malnutrition	Allemagne	5,7
	Traitement nutritionnel	Allemagne	0,2
<b>Tadjikistan</b>	Repas scolaires	Fédération de Russie	1,4
		États-Unis d'Amérique	14,6
	Appui aux marchés agricoles au profit des petits exploitants	Allemagne	0,9
	Appui aux marchés agricoles au profit des petits exploitants	Allemagne	0,2
<b>Turquie</b>	Prestation de services et plateformes	États-Unis d'Amérique	3,8
<b>Ouganda</b>	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Belgique	0,8
		Royaume-Uni	15,5
		États-Unis d'Amérique	42,8
	Repas scolaires	Allemagne	0,4
	Traitement nutritionnel	Australie	0,7
		Suède	0,3

Pays	Catégorie d'activités	Garant	Avances au titre des prêts internes en faveur des projets en 2020 (en millions de dollars)
	Prestation de services et plateformes	États-Unis d'Amérique	0,7
<b>République-Unie de Tanzanie</b>	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Allemagne	1,1
<b>Compte spécial pour la riposte mondiale à la COVID-19</b>		Canada	8,2
		Danemark	10,3
		Allemagne	36,7
		Norvège	3,5
		Royaume-Uni	16,6
		Royaume-Uni	10,5
		Finlande	2,7
<b>Yémen</b>	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Arabie saoudite	23,9
		Royaume-Uni	16,0
	Création d'actifs et appui aux moyens d'existence	Allemagne	6,8
	Traitement nutritionnel	Arabie saoudite	4,2
<b>Zambie</b>	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Allemagne	1,5
<b>Zimbabwe</b>	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	Canada	1,1
		Allemagne	2,4
		Royaume-Uni	3,2
		États-Unis d'Amérique	8,7
		Organisation des Nations Unies	5,6
	Prévention de la malnutrition	Allemagne	0,6
	Appui aux marchés agricoles au profit des petits exploitants	Allemagne	2,4
<b>Total</b>			<b>1 436,5</b>

## ANNEXE II

## Contributions à la reconstitution du Compte d'intervention immédiate en 2020

Donateur	Montant de la contribution <i>(en dollars)</i>
<b>Contributions à emploi spécifique à la réserve du CII</b>	<b>24 668 408</b>
Suisse	10 176 851
Belgique	8 813 161
Allemagne	4 606 482
Luxembourg	545 852
Gains de change	327 880
Liechtenstein	104 484
Australie	93 698
<b>Contributions multilatérales à la réserve du CII</b>	<b>24 989 671</b>
Norvège	10 000 000
États-Unis d'Amérique	9 389 671
Danemark	5 600 000
<b>Compte de péréquation des dépenses administratives et d'appui aux programmes</b>	<b>52 500 000</b>
<b>Total</b>	<b>102 158 079</b>

## ANNEXE III

## Affectations au titre du Compte d'intervention immédiate en 2020

Pays	Catégorie d'activités	Affectations au titre du CII en 2020 (en millions de dollars)
<b>Compte d'intervention immédiate</b>		<b>150,65</b>
Burkina Faso	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	10,90
République centrafricaine	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	8,64
Congo	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	1,13
Cuba	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	0,72
Égypte	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	3,09
El Salvador	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	2,82
Éthiopie	Traitement nutritionnel	3,93
	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	0,95
	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	0,47
Compte spécial pour les renforts mondiaux	Réserve de renforts mondiaux	10,00
Iraq	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	3,29
Kenya	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	2,35
République démocratique populaire lao	Création d'actifs et appui aux moyens d'existence	0,74
Liban	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	12,47
Madagascar	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	10,00
Mozambique	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	14,08
Pakistan	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	3,40
Soudan du Sud	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	10,00
État de Palestine	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	9,67
Yémen	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	32,00
Zimbabwe	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	10,00
<b>Demandes d'intervention immédiate</b>		<b>33,35</b>
Arménie	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	1,39
	Prestation de services et plateformes	0,02

<b>Pays</b>	<b>Catégorie d'activités</b>	<b>Affectations au titre du CII en 2020 (en millions de dollars)</b>
Burkina Faso	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	1,41
Communauté des Caraïbes	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	2,08
Congo	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	1,41
Côte d'Ivoire	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	1,83
Djibouti	Renforcement des capacités institutionnelles	0,94
	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	0,00
Équateur	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	0,94
Ghana	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	1,41
Guatemala	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	1,41
Honduras	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	1,41
République islamique d'Iran	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	0,19
Jordanie	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	1,41
Kirghizistan	Création d'actifs et appui aux moyens d'existence	1,41
Liban	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	0,93
Libéria	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	0,50
Madagascar	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	0,94
Mali	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	1,41
Mauritanie	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	1,26
	Prestation de services et plateformes	0,15
Népal	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	0,20
	Prévention de la malnutrition	0,00
	Analyse, suivi et évaluation	0,10
	Préparation aux situations d'urgence	0,35
Nicaragua	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	1,41
Niger	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	1,41
Pakistan	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	0,41
Pérou	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	1,41



<b>Pays</b>	<b>Catégorie d'activités</b>	<b>Affectations au titre du CII en 2020 (en millions de dollars)</b>
Philippines	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	0,47
Sénégal	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	0,94
Sierra Leone	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	0,00
	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	1,41
Opération d'urgence limitée régionale pour le Caucase du Sud	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	1,42
Togo	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	1,41
<b>Interventions immédiates pour la préparation aux situations d'urgence</b>		<b>4,56</b>
Arménie	Renforcement des capacités institutionnelles	0,27
Burkina Faso	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	0,28
Burundi	Préparation aux situations d'urgence	0,30
	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	0,00
Communauté des Caraïbes	Prestation de services et plateformes	0,34
Congo	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	0,22
Cuba	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	0,27
Djibouti	Prestation de services et plateformes	0,28
République dominicaine	Renforcement des capacités institutionnelles	0,28
Ghana	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	0,28
Honduras	Prestation de services et plateformes	0,50
Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes	Préparation aux situations d'urgence	0,11
Libéria	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	0,28
Madagascar	Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture	0,14
Bureau régional pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord	Création d'actifs et appui aux moyens d'existence	0,05
Myanmar	Renforcement des capacités institutionnelles	0,13
Bureau régional pour l'Afrique australe	Préparation aux situations d'urgence	0,58
Tunisie	Renforcement des capacités institutionnelles	0,19
Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest	Préparation aux situations d'urgence	0,05
<b>Total</b>		<b>188,56</b>

## Achats effectués via le Mécanisme global de gestion des vivres et gains de temps en 2020

Bureau de pays bénéficiaire	Achats effectués via le Mécanisme global de gestion des vivres en 2020 (en millions de dollars, valeur des produits alimentaires seulement)			Gains de temps en 2020 (%)
	Marchés locaux ou régionaux	Marchés internationaux	Total	
Afghanistan		1,3	<b>1,3</b>	4
Algérie		0,0	<b>0,0</b>	100
Angola	0,1	0,6	<b>0,7</b>	96
Bangladesh		1,7	<b>1,7</b>	10
Bénin		3,0	<b>3,0</b>	52
Burkina Faso	15,1	13,2	<b>28,4</b>	56
Burundi	4,0	1,9	<b>6,0</b>	92
Cameroun	1,4	8,6	<b>10,0</b>	63
République centrafricaine	1,5	6,6	<b>8,1</b>	43
Tchad	5,6	11,9	<b>17,5</b>	65
Congo	0,3	1,4	<b>1,8</b>	46
République démocratique du Congo	17,9	3,4	<b>21,3</b>	42
Côte d'Ivoire	0,0	0,2	<b>0,2</b>	74
Djibouti	0,3	0,5	<b>0,7</b>	92
République dominicaine	0,0	0,1	<b>0,1</b>	7
Eswatini	0,2	0,4	<b>0,6</b>	56
Éthiopie	46,1	86,7	<b>132,8</b>	88
Gambie		0,1	<b>0,1</b>	100
Guatemala		2,1	<b>2,1</b>	10
Guinée	0,1	0,8	<b>0,8</b>	83
Guinée-Bissau		0,2	<b>0,2</b>	54
Honduras		0,3	<b>0,3</b>	46
Kenya	11,6	3,0	<b>14,5</b>	54
Liban	3,3		<b>3,3</b>	92
Lesotho		0,6	<b>0,6</b>	58
Libéria		2,1	<b>2,1</b>	87
Madagascar	1,3	7,2	<b>8,4</b>	60
Malawi	3,5		<b>3,5</b>	44
Mali	2,2	2,5	<b>4,7</b>	84
Mauritanie	0,3	3,1	<b>3,4</b>	87
Mozambique	12,1	0,0	<b>12,1</b>	86
Myanmar		0,3	<b>0,3</b>	-
Namibie	0,3	0,7	<b>1,0</b>	73
Nicaragua	0,2	0,1	<b>0,3</b>	63
Niger	13,8	12,5	<b>26,3</b>	75
Nigéria	33,9	4,1	<b>38,0</b>	80
Rwanda	1,4	0,6	<b>1,9</b>	82
Sénégal	0,1	0,4	<b>0,5</b>	92
Sierra Leone	0,1	2,2	<b>2,3</b>	88
Somalie	18,0	15,2	<b>33,2</b>	57

Bureau de pays bénéficiaire	Achats effectués via le Mécanisme global de gestion des vivres en 2020 <i>(en millions de dollars, valeur des produits alimentaires seulement)</i>			Gains de temps en 2020 (%)
	Marchés locaux ou régionaux	Marchés internationaux	Total	
Soudan du Sud	69,5	23,8	<b>93,3</b>	74
Soudan	17,4	65,4	<b>82,9</b>	85
République arabe syrienne		6,4	<b>6,4</b>	35
Togo	0,0	0,1	<b>0,1</b>	100
Ouganda	27,1	5,6	<b>32,6</b>	76
République-Unie de Tanzanie	12,0	2,6	<b>14,6</b>	80
Yémen	92,2	61,4	<b>153,5</b>	84
Zambie	0,3	0,0	<b>0,3</b>	57
Zimbabwe	23,3	25,5	<b>48,8</b>	46
<b>Total</b>	<b>436,5</b>	<b>390,5</b>	<b>827,0</b>	<b>77</b>

**Liste des sigles utilisés dans le présent document**

CII	Compte d'intervention immédiate
PSP	plan stratégique de pays